

# France: l'échec de la gauche

par André P. Donneur

Le 12 mars dernier au soir, tous les regards étaient tournés vers la France. Les plus attentifs étaient ses partenaires de la Communauté européenne à commencer par l'Allemagne fédérale. En effet, le résultat des élections législatives, dont le premier tour se déroulait ce jour-là, avait une importance cruciale pour l'équilibre du système paneuropéen et même du système international global.

Alors que les sondages les plus prudents prévoyaient que la gauche française obtiendrait 53 p. cent des voix au premier tour des élections et une majorité de sièges au second si les partis communiste et socialiste donnaient des consignes de désistement réciproque en faveur des candidats arrivés en tête de la gauche, aucune de ces prévisions ne s'est réalisée. Au premier tour, la gauche, extrême-gauche comprise, n'a obtenu qu'un peu plus de 50 p. cent des voix; au second, malgré des consignes de désistement réciproque, la gauche s'est retrouvée avec 90 sièges de moins que la droite.

Erreur de prévision due, d'une part, à une technique de sondage qui n'a pas tenu compte des nombreux électeurs indécis et «discrets» (refus de répondre) et, d'autre part, à des calculs purement numériques de report de voix et non à l'appréciation d'actes politiques fort déroutants pour les électeurs du centre qui en toute démocratie pluraliste rendent la décision.

## Division de la gauche

On peut dire, en effet, que la gauche avait virtuellement perdu les élections dès le 23 septembre 1977. La rupture de l'union, cette nuit-là, fut suivie d'une virulente campagne du parti communiste, de septembre à décembre, pour faire fléchir les militants du parti socialiste. De janvier à mars, la campagne du parti communiste porta cette fois sur les électeurs socialistes avec un slogan que *L'Humanité*, organe du parti communiste français (PCF), martela jusqu'à la veille du scrutin: «Voter communiste le 12 mars, c'est l'accord le 13 et la victoire le 19». Aussi bien dans la campagne d'automne dirigée vers les militants socialistes que dans celle d'hiver portant sur les électeurs, il s'agissait de contraindre le parti socialiste (PS), par la pression de sa base, puis de ses électeurs, à signer un «bon programme»

commun de gouvernement «bien actualisé».

Durant la première phase — soit lors de la campagne portant sur les militants — à la surprise de la direction du PCF, le PS ne plia pas. Sous le leadership de son rassembleur, M. François Mitterand, le PS tint bon. Les tentatives de son aile «maximaliste», le CERES, d'infléchir la ligne du parti vers quelques concessions au PCF échouèrent.

La campagne d'hiver était dirigée vers cette frange d'électeurs situés à la frontière commune des partis communiste et socialiste. Il s'agissait d'arracher au PS les électeurs qui avaient déserté le PC depuis que le PS s'était résolument engagé en 1972 à mettre en oeuvre avec le PC un programme de réformes profondes de l'économie et de la société françaises. Cette manœuvre a réussi. Non pas que le parti communiste ait obtenu un pourcentage de votes supérieur à celui des élections législatives de 1973 — en fait, il a régressé de 21.3 p. cent à 20.6 p. cent. Mais, en contraignant le parti socialiste à «gauchir» sa campagne pour lui disputer cette frange d'électeurs aux marches des deux partis, le parti communiste lui a ainsi fait perdre le 3 p. cent d'électeurs du centre nécessaires à la victoire. En effet, ces électeurs furent effrayés et, après avoir hésité, donnèrent leurs suffrages aux partis de l'Union pour la démocratie française (UDF).

---

*M. André Pierre Donneur est professeur titulaire à l'Université du Québec à Montréal. En plus de ses travaux sur la politique étrangère canadienne, il est un spécialiste reconnu du socialisme international: il est notamment l'auteur de l'Histoire de l'Union des partis socialistes et de nombreux articles sur les relations entre partis socialistes et communistes. Il a suivi attentivement le déroulement de la politique française, alors qu'il était en résidence d'octobre à avril derniers à la Maison des Sciences de l'Homme à Paris grâce à une Bourse d'échanges Conseil des Arts-CNRS. Il est pour l'année universitaire 1978-79 directeur d'études associé à la prestigieuse École des Hautes Études en sciences sociales à Paris. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.*